

RAPPORT D'IMPACT

2021



Green Guardians

GREENPEACE

Notre vision

L'optimisme relève pour nous d'une forme de courage. Voilà pourquoi nous incarnons le courage, promouvons le courage, parlons des actes courageux de nos sympathisant-es et invitons les gens à s'extraire de leur zone de confort et à agir avec courage à nos côtés, au quotidien et près de chez eux avec des gens animés par cette même détermination.

Greenpeace existe parce que notre planète mérite que nous lui donnions une voix. Elle requiert des solutions inédites, de nouvelles approches et des actions concrètes. Elle a besoin de vous.

Notre travail est fondé sur la science, l'action pacifique et le pouvoir citoyen. Greenpeace est une organisation indépendante à 100 % qui n'accepte aucune aide financière de la part d'entreprises, de gouvernements ou de partis politiques. Notre mission de protection de la planète et de promotion de la paix repose entièrement sur les dons individuels.

Active dans plus de 55 pays à travers l'Amérique, l'Europe, l'Asie, l'Afrique et le Pacifique, Greenpeace vise à :

Protéger la biodiversité sous toutes ses formes

Empêcher la pollution et l'exploitation abusive des océans, des terres, de l'air et de l'eau douce de la planète

Mettre fin à la menace nucléaire

Promouvoir la paix, le désarmement mondial et la non-violence

Communiquez avec nous

TORONTO

33 rue Cecil
Toronto, Ontario M5T 1N1

MONTRÉAL

454 avenue Laurier Est
Montréal, Québec H2J 1E7

☎ 1-800-320-7183

✉ adherents.ca@greenpeace.org

🌐 greenpeace.ca

Suivez-nous

🐦 [@greenpeaceQC](https://twitter.com/greenpeaceQC)

📘 [greenpeaceqc](https://www.facebook.com/greenpeaceqc)

📷 [greenpeacequebec](https://www.instagram.com/greenpeacequebec)

Pour plus d'informations sur ce rapport ou sur la façon dont vous pouvez vous investir encore plus avec Greenpeace Canada, veuillez contacter :



SYDNEY SMITH

Administratrice des dons planifiés et de la collecte de fonds

Greenpeace Canada

sydney.smith@greenpeace.org

416-276-8165

Message de la présidente

Un vent de changement

En 2021, le projet de pipeline GNL Québec a été abandonné suivant son rejet par le gouvernement Legault. L'Association canadienne de pipelines d'énergie a été dissoute. La Caisse de dépôt et placement du Québec, le gestionnaire de fonds de pension provincial, a annoncé qu'elle vendrait ses dernières actions investies dans le pétrole. La TC Energy Corporation a mis fin au projet de pipeline Keystone XL, et l'Agence internationale de l'énergie a présenté un futur scénario énergétique qui prévoit une augmentation de la température moyenne de la planète de 1,5°C sans l'ajout de nouveaux projets pétroliers, gaziers ou charbonniers.

Greenpeace accueille favorablement ces exemples de passage à un avenir plus propre, plus radieux et accélérer en se réjouissant de ces bonnes nouvelles, continue à faire pression pour accélérer l'élimination progressive des combustibles fossiles. Nous sommes en effet très conscient-es du fait que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat prévient qu'il nous reste peu de temps pour éviter les pires scénarios de changements climatiques.

50 ans de Greenpeace

Voilà 50 ans que Greenpeace exige le niveau d'action nécessaire pour faire face aux enjeux immédiats. En 1971, le *Phyllis Cormack* (alias « The Greenpeace ») mit le cap sur l'île d'Amchitka pour attirer l'attention du monde sur les essais nucléaires au large de l'Alaska. En 2021, Greenpeace bloqua l'entrée du siège social de RBC à Toronto, appelant la banque à se désinvestir des projets de combustibles fossiles.

Au cours de ces 50 années, c'est vous, les sympathisant-e-s de Greenpeace, qui avez permis à notre organisation audacieuse de mener à bien son travail essentiel.

Green+peace

L'an dernier, Greenpeace Canada a pris comme guide son nouveau plan stratégique triennal, *Justice, toujours*. Grâce à ce plan, l'organisation élabore des campagnes qui brisent efficacement les liens les plus importants de notre système dépendant des combustibles fossiles. Greenpeace Canada continue également de réfléchir et d'amorcer le changement sur des enjeux liés au colonialisme et au racisme systémique. Tout au long de l'année 2021, Greenpeace s'est efforcée de concrétiser sa vision d'une relance post-COVID-19 juste et verte qui met l'accent sur les droits des peuples autochtones, l'équité raciale et de genre, la santé et l'emploi parallèlement à nos campagnes phares sur l'action climatique et la protection de la biodiversité.

C'est cette volonté de célébrer et de susciter le changement qui me rend fière d'être bénévole chez Greenpeace. Alors que nous cherchons à nous engager en toute sécurité dans d'autres formes d'activisme après deux années de confinement, je suis impatiente de voir ce que notre équipe réalisera en 2022. J'espère que vous l'êtes aussi.

Merci de continuer, année après année, à soutenir Greenpeace. Sans vous, nous ne pourrions pas mener de telles actions contre les changements climatiques et la perte de biodiversité. Je vous en serai éternellement reconnaissante, et je vous souhaite le meilleur pour l'année à venir.

Anna Crawford, docteure en géographie
Présidente du Conseil d'administration de Greenpeace Canada



ACTION CLIMATIQUE

Nos campagnes récentes et de longue date se sont soldées par de grandes victoires en 2021. En août, le gouvernement du Québec a rejeté le projet de pipeline GNL, soit le plus grand projet gazier jamais proposé au Québec. Sa mise en œuvre aurait menacé la survie du béluga du Saint-Laurent, une espèce en voie de disparition, émis autant de pollution annuelle que 15 millions de voitures pendant 25 ans et retardé davantage le passage à l'énergie verte. Et après plus d'une décennie de résistance populaire menée par des communautés autochtones de première ligne au Canada et aux États-Unis et soutenue par des sympathisant-es de Greenpeace comme vous, le projet de pipeline Keystone – un oléoduc transfrontalier de 8 milliards de dollars destiné à acheminer plus de 800 000 barils de pétrole brut canadien par jour sur 1 897 kilomètres de pipelines sujets aux fuites – a été définitivement abandonné au cours de l'été 2021.

Puis, à l'automne, l'Association canadienne de pipelines d'énergie a été contrainte de cesser ses activités lorsque les deuxième et troisième plus grandes sociétés pipelinières du Canada n'ont pas renouvelé leur adhésion. Enbridge, la plus grande, avait déjà renoncé à son adhésion en 2019. Mais il nous reste encore beaucoup à faire.

Nous avons lancé une nouvelle campagne visant à révéler comment les grandes banques canadiennes financent les changements climatiques au pays et à l'étranger. En août, nous avons publié un rapport rédigé par les analystes financiers du groupe hollandais Profundo qui explique en détail comment les cinq grandes banques canadiennes – RBC, Banque Scotia, TD, BMO et CIBC – figurent parmi les principaux bailleurs de fonds mondiaux des entreprises de combustibles fossiles et des changements climatiques (bien que plus petite, Desjardins finance également l'industrie à hauteur de plusieurs milliards de dollars).

Grâce à l'augmentation des taux de vaccination et à la mise en place de solides mesures sanitaires, nous avons pu descendre à nouveau dans la rue avec nos alliés des mouvements étudiants, environnementaux et autochtones. En septembre, nous avons soutenu les grèves étudiantes pour le climat et appelé les banques à cesser de financer les changements climatiques.

Le mois suivant, nous avons participé à la Journée mondiale d'action contre les banques fossiles, une initiative qui s'inscrit dans le mouvement exigeant que RBC commence immédiatement à respecter les droits des peuples autochtones et cesse de financer les projets de combustibles fossiles, à commencer par le pipeline Coastal GasLink qui traverse actuellement le territoire Wet'suwet'en sans le consentement de la population. Nous avons l'intention de maintenir cette pression et de pousser chacune de ces cinq banques à faire mieux.



Des activistes de Greenpeace Canada ont bloqué les entrées du siège social de RBC à Toronto afin d'inciter les cinq plus grandes banques du Canada à cesser de financer les combustibles fossiles et à respecter les droits des peuples autochtones.

Comme beaucoup d'entre nous le savent, les catastrophes climatiques ont été dévastatrices, tragiques et trop fréquentes en 2021. Des conditions météorologiques extrêmes dans le monde entier ont causé des souffrances humaines considérables et privé les gens de leur domicile. Ici, au Canada, des centaines de personnes sont mortes suite à des vagues de chaleur, des incendies ont ravagé la ville de Lytton, en Colombie-Britannique, et une grande partie des environs, et des inondations ont causé des milliards de dollars de dégâts. Nombreuses sont les communautés qui luttent encore pour se reconstruire. Ces événements nous ont rappelé que la crise climatique est aussi une crise des droits humains, et que son impact se fait sentir dans tous les coins du monde.

En réponse à ces conditions météorologiques extrêmes et aux incendies destructeurs, nous avons tenu responsables les entreprises de combustibles fossiles et les banques pour leur rôle dans cette crise et les souffrances qu'elles causent. Nous nous sommes rendu-es à Lytton, Shackan et Kamloops pour rencontrer des résident-es, pour écouter comment elles et ils ont été touchés par les feux de forêt et pour faire connaître leurs expériences au monde entier. Pour bien faire passer le message, des activistes de Greenpeace se sont fait suspendre à des trépieds devant le siège social de RBC au centre-ville de Toronto en décembre. En plus des bannières affichées sur place, les activistes ont également apporté des objets calcinés provenant de maisons incendiées de Lytton.



Un panneau publicitaire indique « GNL : t'as pas le go, Legault! » à Montréal, au Québec, dans le cadre de six activités organisées dans la province pour montrer l'opposition au méga-projet gazier de GNL Québec.

Faits saillants de 2021

- Le pipeline Keystone est officiellement annulé;
- Le Québec annonce qu'il rejettera le projet de gaz naturel liquéfié GNL Québec;
- L'Association canadienne de pipelines d'énergie est dissoute;
- La Caisse de dépôt et placement du Québec, le gestionnaire de fonds de pension provincial, annonce qu'elle retirera la production pétrolière de son portefeuille d'investissement;
- Le gouvernement fédéral nouvellement élu annonce qu'il va « plafonner et réduire » les émissions du secteur pétrolier et gazier.

Envisager 2022

Avec nos alliés, nos partenaires et la population, nous continuerons à dénoncer le rôle des banques canadiennes dans la crise climatique. Nous continuerons également à mettre en lumière les communautés touchées par les catastrophes climatiques et à tenir responsables les banques et les entreprises fossiles pour leur contribution à la crise climatique et au non-respect des droits des peuples autochtones. Enfin, nous lancerons de nouvelles recherches et enquêtes afin de déterminer comment les multinationales font obstacle à l'action contre les changements climatiques. Notre objectif? Mettre fin au financement des entreprises de combustibles fossiles et accélérer la transition vers un avenir sans énergies polluantes.

LE POINT SUR LA RELANCE VERTE ET JUSTE

Lors des derniers mois de 2020, notre campagne pour une relance verte et juste s'est efforcée de tenir le gouvernement fédéral responsable de l'engagement qu'il a pris lors de son discours du Trône de septembre 2020, soit d'investir dans l'égalité et la protection de l'environnement. Ce faisant, notre équipe a également continué à dénoncer les tentatives des industries de tirer profit de la pandémie, et a utilisé la mobilisation publique et les sondages pour démontrer le soutien public à une relance verte et juste.

Notre travail sur ce dossier s'est poursuivi au printemps 2021 et a permis d'élargir les attentes du public concernant les plans de relance du gouvernement au-delà du simple redémarrage de l'ancienne économie basée sur les combustibles fossiles. Nous avons participé à l'évolution du discours public qui, au début de la pandémie, était axé sur l'économie et les défis sanitaires, et qui s'est transformé en un appel à créer un plan de relance axé sur la durabilité et l'égalité d'ici la fin de l'année. En avril 2021, le gouvernement Trudeau a finalement publié son premier budget axé sur le redressement post-pandémique, et le président américain Joe Biden a tenu un sommet sur le climat pour faire de ce dernier une priorité pour son gouvernement et ses alliés.

La formulation du budget du gouvernement fédéral a été influencée par notre travail en faveur d'une relance verte et juste, et elle a également été précédée d'un congrès politique libéral considéré comme un prélude à une élection fédérale. En guise de réponse, nous avons organisé une journée d'action pendant le congrès au printemps 2021,

encourageant nos sympathisant-es à se servir du mot-clic du congrès pour témoigner leur soutien envers une relance verte et juste. En matière de mobilisation publique, cette journée d'action représente une de nos plus grandes réussites en faveur d'une relance verte et juste. Bien que cette campagne ait pris fin, nous avons adopté ses objectifs et ambitions dans notre campagne pour le climat, notre travail en matière de justice et d'équité, et en particulier dans notre plan triennal *Justice, toujours*. Dans le cadre de ces projets, nous travaillons dur pour perturber les systèmes qui maintiennent les entreprises de combustibles fossiles à flot et, en compagnie d'autres ONG environnementales, des communautés autochtones, des mouvements jeunesse et bien d'autres, nous continuerons à faire pression sur les grandes banques pour qu'elles cessent de financer l'industrie des combustibles fossiles.



Des activistes de Greenpeace ont protesté devant le siège social de RBC à Toronto pour attirer l'attention sur le fait que les grandes banques canadiennes figurent parmi les principaux bailleurs de fonds mondiaux des entreprises de combustibles fossiles.

NATURE ET ALIMENTATION

En 2021, nous avons continué à exposer comment notre système alimentaire industriel et la marchandisation de la nature contribuent aux changements climatiques et à la crise mondiale de la biodiversité.

Pour commencer l'année, nous avons obtenu le soutien public d'un troisième parti politique fédéral – le Bloc québécois – pour s'opposer à l'accord commercial Canada-Mercosur avec le Brésil, une entente qui contribuerait à la déforestation de l'Amazonie à travers une augmentation massive des quotas d'importation bovine. Pour produire cette viande, la forêt tropicale est intentionnellement brûlée afin de libérer des parcelles de terrain pour les éleveurs, et les communautés autochtones sont souvent déplacées de leurs terres. Nous avons utilisé la *Loi sur l'accès à l'information* pour mettre au jour des documents montrant que le gouvernement canadien poursuivait les négociations pour cette entente, et ce, malgré son impact sur la nature et les populations. Et pendant le sommet climatique de la COP26 à Glasgow à l'automne, nous avons dénoncé les vaines promesses du gouvernement fédéral qui, malgré son engagement à protéger les forêts, continue les pourparlers des accords et des politiques qui contribuent à la déforestation et à la destruction de la biodiversité.

Entre-temps, en mars, après que les Canadien-nes eurent découvert pourquoi leur beurre était dur et difficile à tartiner (notamment parce que les vaches laitières canadiennes sont nourries avec des suppléments d'huile de palme), nous avons souligné comment ce « Buttergate » était symptomatique d'un système alimentaire industriel défectueux et axé sur le profit, et nous avons tenu le gouvernement fédéral responsable. Nous avons également enquêté et publié des recherches sur la façon dont le gouvernement fédéral contribuait à aggraver la situation en proposant un accord commercial avec l'Indonésie.

En étroite collaboration avec le service scientifique de Greenpeace International, nous avons décelé un fait troublant sur l'agriculture



Les incendies se déplacent dans une forêt à Porto Velho, dans l'État de Rondônia en 2021.

industrielle à forte intensité d'émissions au Canada : le taux d'utilisation d'engrais azotés synthétiques dans l'agriculture canadienne est *huit fois* supérieur à la moyenne mondiale par habitant. Et nous avons établi un lien entre ces émissions et la perte de biodiversité au niveau mondial et notre dépendance excessive envers la consommation de viande industrielle.

Nous avons aussi montré notre attachement à nos valeurs et nos engagements envers la justice et la décolonisation. Nous avons ainsi organisé des entretiens et des événements Facebook Live avec des personnes de divers horizons et d'autres organisations qui s'emploient également à protéger les forêts anciennes et la biodiversité qu'elles abritent. Nous avons continué à travailler avec la Première Nation de Lac-Simon, ce qui a donné lieu à la rédaction de notre toute première lettre d'opinion conjointe en anglais et en français avec la chef charismatique de la communauté, Adrienne Jérôme, et la directrice générale de Greenpeace Canada, Christy Ferguson. Nous avons lancé une pétition pour appuyer les demandes des Premières Nations de mettre fin à la pulvérisation de glyphosate par les entreprises forestières sur les forêts de l'Ontario, une pratique destructrice qui prive les forêts de leur biodiversité, pollue leur écosystème et les rend encore plus vulnérables aux incendies de forêt. Et nous avons relayé le message des personnes autochtones qualifiant ces feux de forêt tragiques d'urgences climatiques et coloniales.

Le régime d'aménagement forestier au Québec a encaissé un coup dur cette année suite à un reportage de la CBC sur la façon dont l'industrie forestière et le gouvernement collaborent trop



Élevage de bétail dans le parc national de la Serra de Ricardo Franco au Brésil.

étroitement, souvent au détriment de tout autre intérêt. Nous avons exigé la tenue d'une enquête publique pour étudier cet enjeu de manière plus approfondie et nous avons invité le public à se joindre à nous et à inonder de messages le premier ministre du Québec, François Legault, pour demander une enquête parlementaire sur le ministère des Forêts du Québec. Nous avons également présenté une vision alternative pour les forêts en publiant d'importants articles d'opinion dans les médias, et nous avons publié un grand reportage national après avoir appris que le gouvernement provincial échouait à atteindre son objectif de protéger au moins 17 % des zones terrestres d'ici 2020, et ce, malgré ses affirmations.

Nous avons également dénoncé les activités d'écoblanchiment de l'industrie. Nous avons révélé comment les entreprises de combustibles fossiles tentent d'utiliser des initiatives de protection de la biodiversité comme écran de fumée pour continuer à émettre des gaz à effet de serre. À l'approche du sommet climatique de la COP26, nous avons travaillé avec nos collègues à l'international pour contrer les efforts de lobbying de l'industrie visant à faire reconnaître la « compensation carbone » – la croyance affirmant que l'adoption de certaines mesures de protection de la nature peut compenser les émissions en cours – comme un outil légitime de lutte contre les changements climatiques. Nous avons commandé des recherches et informé les politicien-nes et les médias. En novembre, nous avons déposé une plainte auprès du Bureau de la concurrence contre la publicité mensongère de Shell, expliquant en détail pourquoi les efforts de restauration forestière de l'entreprise ne justifient pas ses émissions continues de gaz à effet de serre.

Faits saillants de 2021

- Notre enquête sur le rôle du Canada dans la déforestation effectuée en Indonésie et en Amazonie dans le cadre d'accords commerciaux s'inscrivait dans le cadre plus large de notre rôle d'examen des impacts environnementaux de l'agriculture industrielle.
- Nous avons levé le voile sur les énormes émissions résultant de l'utilisation excessive d'engrais azotés dans l'agriculture canadienne.
- Nous avons révélé comment les compensations de carbone sont une tactique d'écoblanchiment efficace aux yeux des lobbyistes de l'industrie. Ce sujet a suscité un grand intérêt public lors de la COP26 et notre plainte contre l'écoblanchiment de Shell a été couverte par les médias.
- Nous avons poursuivi notre collaboration avec la Première Nation de Lac-Simon et trouvé de nouveaux moyens de soutenir les enjeux autochtones liées à la destruction de la biodiversité.
- Nous avons réclamé une enquête indépendante sur la gestion des forêts du Québec, ce qui a généré un certain nombre d'articles d'opinion dans les médias.
- Les tribunaux ont statué que le gouvernement provincial de l'Ontario avait illégalement affaibli les règles d'évaluation environnementale relatives aux forêts et aux espaces naturels. Cette décision est le résultat d'une poursuite de 2020 que nous avons intentée conjointement avec le Wilderness Committee et Ecojustice Canada en réponse au projet de loi 197 (*Loi de 2020 visant à favoriser la reprise économique face à la COVID-19*).

Quelle est la prochaine étape?

En 2022, nous pousserons les gouvernements du Canada et d'ailleurs à protéger la nature et à respecter les droits des peuples autochtones. Nous exposerons l'ampleur de la crise de la biodiversité, démontrerons comment les lois canadiennes ne suffisent pas à protéger la nature, mobiliserons les Canadien·nes et sensibiliserons les médias et les politicien·nes dans le but d'obtenir un engagement international pour protéger 30 % des terres du développement industriel d'ici 2030. Une fois cet engagement obtenu, nous ferons pression sur le gouvernement canadien pour qu'il renforce les lois existantes afin de garantir la protection de 30 % des terres d'ici 2030 et la restauration de la biodiversité à long terme. Nous travaillerons avec les communautés autochtones afin de proposer des solutions justes et viables pour protéger les forêts, les personnes et le climat. Nous nous efforcerons d'empêcher le gouvernement canadien de détruire la nature à l'échelle internationale et contesterons les accords commerciaux conçus pour accélérer la déforestation en Amazonie et en Indonésie. Et enfin, nous demanderons au gouvernement fédéral de placer les changements climatiques et la protection de la biodiversité au premier plan des politiques agricoles.

OCÉANS ET PLASTIQUES

Nous avons débuté l'année 2021 en continuant à briser le mythe du recyclage au Canada. Dans notre rapport intitulé *Le recyclage du plastique: un mythe à déconstruire*, nous avons mis en lumière le financement fédéral de fausses solutions de recyclage, la capacité de recyclage minimale du Canada par rapport à sa production de déchets plastiques, et nous avons proposé des mesures afin que le gouvernement fédéral puisse changer l'orientation de sa stratégie Zéro déchet plastique en faveur des systèmes de réduction et de réutilisation. Ce rapport faisait partie d'une soumission officielle à la consultation fédérale sur l'interdiction suggérée des plastiques à usage unique.



© Greenpeace / Zamyslov Slava

Tout au long de l'année 2021, nous avons maintenu la pression sur le gouvernement fédéral du Canada pour qu'il respecte son engagement d'interdire les plastiques à usage unique, et nous avons fait des progrès! En mai, le gouvernement fédéral a ajouté certains articles en plastique problématiques et polluants à la liste des substances toxiques en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*. Il s'agissait d'une première étape importante pour atténuer les dommages environnementaux causés par les plastiques. Bien qu'insuffisante, l'interdiction de quelques articles en plastique a suscité l'opposition publique des producteurs de plastique. En juillet, Greenpeace s'est jointe à d'autres

groupes environnementaux canadiens pour dénoncer les trois principaux producteurs de plastique au Canada – NOVA Chemicals, Dow Chemical et Imperial Oil/ExxonMobil – qui ont poursuivi en justice le gouvernement fédéral en raison de son plan d'action visant à réduire la pollution plastique.

Nous avons continué à faire pression sur le gouvernement pour une interdiction plus complète, incluant les articles les plus couramment retrouvés dans l'environnement tels que les gobelets et leurs couvercles, les bouteilles et leurs bouchons, la mousse de polystyrène, les récipients, les emballages et les filtres de cigarettes en plastique. Nous l'avons appelé à s'attaquer à la quantité massive d'emballages en plastique qui garnissent les rayons des supermarchés et aboutissent dans les décharges. Nous avons également fait pression sur le gouvernement nouvellement élu pour qu'il soutienne un traité mondial sur les plastiques à la fois solide et juridiquement contraignant.

Nous avons travaillé avec nos collègues du monde entier pour exposer le lien entre la production de plastique et les changements climatiques. En septembre, nous avons publié un rapport détaillant comment les entreprises de biens de consommation comme Coca-Cola, PepsiCo et Nestlé favorisent l'expansion de la production de plastique et menacent à la fois le climat mondial et les populations du monde entier. Notre rapport a levé le voile sur les liens commerciaux qui existent entre les plus grandes marques du monde et les entreprises de combustibles fossiles, ainsi que sur le manque de transparence général concernant les émissions provenant des emballages plastiques.



Une bénévole de Greenpeace montre des pailles en plastique dans le cadre d'une enquête de marques des déchets plastiques ramassés sur la plage Impian Remaja de Banten, en Indonésie.

Faits saillants de 2021

- Nous avons publié notre rapport de 2020, *Le recyclage du plastique: un mythe à déconstruire*, afin d'exposer davantage la nature trompeuse du recyclage des plastiques en tant que stratégie de gestion des déchets plastiques et solution au rôle du Canada dans la crise de la pollution plastique.
- Le gouvernement fédéral a inscrit les « articles manufacturés en plastique » sur la liste des substances toxiques en vertu de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement et a publié un projet de règlement visant à interdire certains formats de plastiques à usage unique.
- Tim Hortons a lancé un programme pilote de gobelets et de contenants réutilisables et consignés dans certains restaurants de l'Ontario, une initiative que Greenpeace avait exhorté la chaîne à mettre en place et à étendre.
- Nous avons publié un article dans le magazine *Save Earth*.
- Nous avons lancé une pétition (qui a recueilli plus de 30 000 signatures) demandant à Amazon de se débarrasser de ses emballages en plastique et d'adopter des solutions réutilisables.

À venir en 2022

En 2022, nous mobiliserons la population canadienne pour qu'elle se joigne à nos appels en faveur d'un solide traité mondial sur les océans afin de garantir la protection de 30 % des océans de la planète d'ici 2030. Nous canaliserons également l'indignation du public à l'égard des plastiques à usage unique en plaidant pour un traité mondial sur les plastiques juridiquement contraignant, qui couvre l'ensemble du cycle de vie destructeur de ces derniers, et ce, dans le cadre de nos efforts continus pour enrayer la crise croissante du plastique. Nous exposerons comment l'industrie des combustibles fossiles milite cyniquement pour une production accrue de plastiques afin de stimuler la demande de combustibles fossiles. Nous pousserons les multinationales à mettre fin à leur utilisation de plastiques à usage unique et à passer à des solutions de réutilisation et de remplissage, tout en demandant au gouvernement fédéral de prioriser et d'accélérer la mise à l'échelle de ces systèmes et de mettre en place des mesures pour réduire massivement la production globale de plastique.



Le navire Greenpeace *Rainbow Warrior* dans le Pacifique pour témoigner à l'industrie minière en haute mer, dans le cadre de l'action en cours campagne des océans.

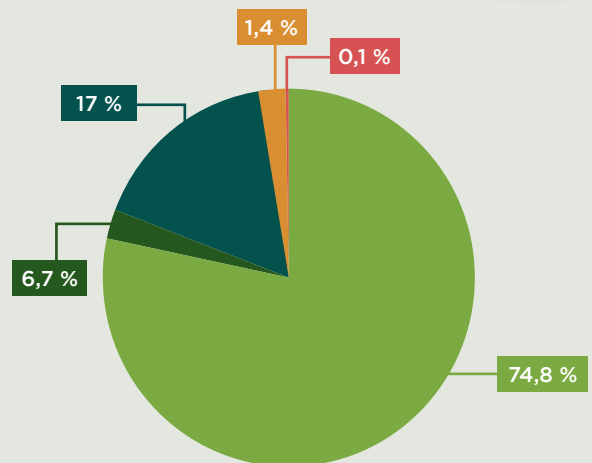
Pourquoi votre soutien compte



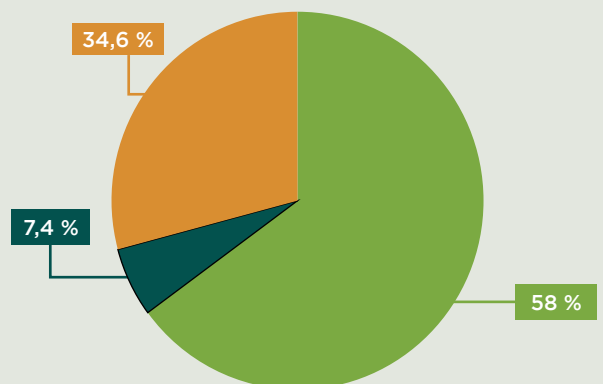
L'année 2021 a marqué une étape importante pour Greenpeace, soit celle de notre 50e anniversaire. Et même si nous existons depuis un demi-siècle, nous savons que les 10 prochaines années pourraient bien être la période la plus déterminante de notre histoire, car il est urgent de prendre des mesures audacieuses pour faire face à cette crise climatique qui s'intensifie rapidement. Votre appui soutiendra notre travail au cours de cette décennie critique et décisive pour notre planète. Je ne saurais trop vous remercier d'avoir agi et d'avoir joué un rôle si important dans notre mouvement en pleine expansion, un mouvement qui, j'en suis convaincue, conduira aux changements positifs que nous souhaitons pour l'avenir.

Christy Ferguson
Directrice générale, Greenpeace Canada

| SOURCES DE FINANCEMENT | 2021 | 2020 |
|--|----------------------|----------------------|
| Dons individuels | 8 646 427 \$ | 8 408 614 \$ |
| Legs testamentaires | 772 450 \$ | 453 922 \$ |
| Subventions limitées de Stichting Greenpeace Council | 1 960 610 \$ | 1 564 885 \$ |
| Subventions reçues pour les campagnes | 166 349 \$ | 354 401 \$ |
| Produits financiers | 8 564 \$ | 22 870 \$ |
| Revenu total | 11 554 400 \$ | 10 804 692 \$ |



| ALLOCATION DE NOTRE FINANCEMENT | 2021 | 2020 |
|---|----------------------|----------------------|
| Campagnes | 6 378 613 \$ | 6 690 104 \$ |
| Frais de gestion financière et d'administration | 816 457 \$ | 613 243 \$ |
| Frais de collecte des fonds | 3 800 519 \$ | 3 005 587 \$ |
| Total des dépenses | 10 995 589 \$ | 10 308 934 \$ |



435 546 d'abonné·es

77 979 d'abonné·es

67 175 d'abonné·es

56 578

personnes ont soutenu Greenpeace financièrement

343 222

ont signé des pétitions de Greenpeace

JUSTICE, TOUJOURS :

Les objectifs du plan triennal de Greenpeace (2021-2023)

Le plan stratégique triennal de Greenpeace Canada, *Justice, toujours*, s'inspire de nos valeurs organisationnelles pour guider nos ambitions jusqu'en 2023. Axé sur la justice et l'équité environnementales, le plan cherche à approfondir notre travail pour réaliser des changements systémiques dans nos campagnes et fixe des objectifs ambitieux de redressement financier. Il reconnaît aussi la nécessité de prendre soin de notre personnel afin que nous puissions rester résilient·es en nous attaquant aux nombreux défis interreliés auxquels nous faisons face. Vous trouverez ci-dessous les progrès réalisés par rapport à nos objectifs du 2021.



OBJECTIF 1

Définir notre place dans le mouvement intersectionnel pour la justice

Progrès : Notre équipe Climat a travaillé avec les populations touchées par les incendies et les inondations en Colombie-Britannique afin de transmettre leurs messages aux grandes banques canadiennes et a poursuivi sa collaboration avec la Première Nation de Lac-Simon.

OBJECTIF 2

Se mobiliser pour la nature, la justice et un climat viable

Progrès : D'importants projets de pipelines ont été annulés grâce à des activistes de partout au pays, y compris notre propre personnel, nos sympathisant·es et nos bénévoles! Nous avons fait pression sur les grandes banques pour qu'elles cessent de financer des projets de combustibles fossiles, avons poussé le gouvernement fédéral à interdire les plastiques à usage unique et avons organisé un concours de photographie en ligne pour montrer les enjeux associés à la protection de la planète, et plus encore!

OBJECTIF 3**Être authentique et suivre ses valeurs**

Progrès : Nos membres du personnel ont mis sur pied deux nouveaux groupes de travail pour faire progresser les objectifs de justice et d'équité au sein de Greenpeace Canada.

Le groupe **Appartenance pour tous et toutes** se concentre sur le recrutement, le soutien et le maintien en poste d'employé·es aux perspectives diverses, en mettant l'accent sur les membres de groupes en quête d'équité et qui sont sous-représentés chez Greenpeace. L'autre groupe, sous-représentés **Façons de travailler**, fournit des conseils au personnel pour lui permettre d'intégrer une optique de justice et d'équité dans tous les aspects de son travail.

OBJECTIF 5**Veiller au bien-être du personnel**

Progrès : Adoptée de façon permanente par Greenpeace Canada en 2021, la semaine de travail de quatre jours connaît un énorme succès! Ce temps supplémentaire pour se reposer et passer du temps avec ses proches a déjà fait ses preuves : il permet à notre personnel de se recharger et de demeurer frais et dispos afin de s'attaquer aux crises du climat et de la biodiversité avec un enthousiasme renouvelé.

OBJECTIF 4**Réaliser un redressement financier solide grâce au pouvoir citoyen**

Progrès : Nous avons augmenté nos revenus de 7 % grâce aux généreuses contributions de plus de 56 000 sympathisant·es, aux subventions de fondations et à Greenpeace International. Nous avons trouvé des moyens de réduire nos coûts de collecte de fonds et avons économisé sur nos dépenses de campagne et de bureau en raison de la pandémie de COVID-19. Ces économies nous aideront en 2022 à investir dans nos campagnes ainsi qu'à embaucher et à collaborer avec encore plus de personnes.

OBJECTIF 6**Améliorer la transparence, l'efficacité et les connaissances technologiques**

Progrès : L'ensemble du personnel a participé à une formation en communications afin de s'assurer que nous fournissons constamment des renseignements crédibles à travers l'ensemble de nos canaux et de nos équipes. Le personnel est également de plus en plus à l'aise avec la technologie grâce à la mise en œuvre d'une nouvelle plateforme de marketing numérique qui, nous l'espérons, permettra aux sympathisant·es de maintenir leur engagement et de continuer à cheminer avec nous.

GOUVERNANCE



JOSÉE BERTRAND
MEMBRE

C'est avec enthousiasme que Josée s'est jointe au conseil d'administration de Greenpeace Canada en 2022. Elle apporte plus de 35 ans d'expérience en finances et en réorganisation dans les secteurs public et privé. Après avoir passé plusieurs années comme directrice des finances à la SickKids Hospital Foundation, elle s'est jointe au Groupe Osborne, où elle a eu le privilège d'être consultante pour des organisations comme Carrefour International, le Fred Victor Centre, Tennis Canada et la Fondation Hall, où elle occupe actuellement le poste de directrice des finances par intérim.



FRANS BLOM
TRÉSORIER

Frans a rejoint le conseil d'administration en 2014, avec 35 ans d'expérience en comptabilité publique et en finances, en plus de sa riche expérience au sein de conseils d'administration de nombreuses ONG et comités de vérifications. Frans, qui a officiellement pris sa retraite du secteur financier, reste fermement convaincu que Greenpeace apporte un point de vue crucial sur les enjeux de ce monde qui gagne à être connu.



IAN CAPSTICK
VICE-PRÉSIDENT

Ian Capstick est un entrepreneur social, un stratège politique et un écrivain. Ses débuts en politique lui ont permis de parcourir le pays à l'écoute des gens et de travailler: pas-à-pas avec eux pour résoudre leurs problèmes. Après avoir fondé sa première entreprise, il a collaboré pendant huit saisons à l'émission politique phare de la CBC, *Power & Politics*. En dehors de la politique, il a géré les communications de grandes entreprises canadiennes, de syndicats, de Canadien-nes célèbres et de personnalités médiatiques. Après avoir obtenu son diplôme du Centre for Social Impact Strategy de l'Université de Pennsylvanie (2017), Ian est y est retourné en tant que chargé de cours (2018-2020).



ANNA CRAWFORD
PRÉSIDENTE DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

Anna est une glaciologue dont les recherches postdoctorales dans le cadre du programme International Thwaites Glacier Collaboration portent sur le futur recul des grands systèmes glaciaires de l'Antarctique. Elle a accepté ce poste à l'Université de St. Andrews, en Écosse, en 2019 après avoir obtenu son doctorat à l'Université Carleton, où ses études portaient sur l'environnement arctique canadien. Anna a commencé à s'investir au sein de Greenpeace en 2009 et a rejoint le conseil d'administration en 2015 après avoir dirigé des campagnes de bénévolat et des groupes de bénévoles à Thunder Bay et Ottawa-Gatineau.

Legs 2021

Chaque année, nous sommes honorés de recevoir des dons de sympathisant-es qui ont pris la décision généreuse et compatissante d'inclure Greenpeace dans leur testament. Pour 2021, nous aimerions rendre un hommage particulier aux donatrices et donateurs suivants :

Michael Peter John Alford
Megan Elisabeth Bice
Robert Leslie Cahn
Lillian Cousen
Phyllis Sidwell Cummings



DIEGO CREIMER
MEMBRE

Diego Creimer travaille dans les relations gouvernementales et dirige la campagne de solutions climatiques basées sur la nature pour la Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP) au Québec. Au cours des 9 dernières années, Diego a occupé différents postes de communication et de gestion à la Fondation David Suzuki et à Greenpeace Canada. Avant de rejoindre le mouvement environnemental, Diego a travaillé comme journaliste pour CBC / Radio Canada International. Il est l'auteur d'un recueil d'essais sur la transition écologique, *Demain le Québec*, publié en 2018 par La Presse. Diego vit avec sa famille à Montréal.



TANYA KAPPO
MEMBRE

Tanya est originaire de la Première Nation crie de Sturgeon Lake et habite maintenant à Winnipeg, au Manitoba, dans le territoire du Traité 1, où elle travaille comme avocate. Tanya possède une vaste expérience en matière d'activisme et de leadership. Elle a notamment participé très tôt au mouvement Idle No More, a travaillé avec les Premières Nations du Traité 8 de l'Alberta en tant que consultante et conseillère politique principale, et a été animatrice et mentor dans le cadre du programme Indigenous Women and Community Leadership du Coady Institute. « Mes engagements et ma vie professionnelle ont été variés, mais toujours liés à la communauté autochtone et à la société au sens large, qu'il s'agisse de travailler ensemble, de trouver des moyens de travailler ensemble ou de créer un espace pour travailler ensemble », explique-t-elle.



GINGER GOSNELL-MYERS
MEMBRE

Ginger, issue des Nations Nisga'a et Kwakwaka'wakw, travaille auprès des communautés autochtones urbaines depuis plus de 20 ans. Elle est titulaire d'une bourse pour les Autochtones du Centre pour le dialogue Morris J. Wosk de l'Université Simon Fraser, où elle se concentre sur la décolonisation et l'urbanisme autochtone. Elle y explorera les possibilités d'autodétermination autochtone par le biais de projets d'urbanisme. Ginger a été la première responsable des relations avec les Autochtones de la Ville de Vancouver, où elle a joué un rôle central dans la promotion de Vancouver en tant que première ville de réconciliation au monde. Elle a ainsi veillé à ce que la reconnaissance des personnes autochtones et leur inclusion soient reflétées dans tous les services et plans de la Ville. Ginger a dirigé la *Environics Urban Aboriginal Peoples Study*, la plus grande étude canadienne portant sur les populations autochtones vivant en milieu urbain. Elle a présenté un Tedx Talk intitulé *Canadian Shame: A history of Residential Schools* et un Walrus Talk intitulé *Who do you think we are*.



KIMBERLY YETMAN-DAWSON
SECRÉTAIRE

Kimberly apporte au conseil de Greenpeace Canada ses 25 années d'expérience dans les domaines du marketing et des communications. Elle a également 15 ans d'expérience en gestion d'ONG dont récemment en tant que directrice générale du Newfoundland and Labrador Housing and Homelessness Network, et actuellement comme directrice générale d'Empower – Disability Resource Centre de St. John's à Terre-Neuve-et-Labrador. Kimberley occupe également le poste de présidente de la Canadian Mental Health Association of Newfoundland.

Micheline Fenech
Jannetje Gaveel-Dorrestijn
Nicole Giguère
Penelope Jane Harris
Lucie Hebert
Constance Elizabeth Hoyte

Emily Johnston
Emylyn Katherine Kirwin
Mary Lou MacDonald-Wright
Constance Donald MacLeod
Ivy Elizabeth McOuat
Ursula Poepel

Warren James Rhodes
Scot D. Steele
Barbara Doris Vengshoel
Barbara Mary West
Nita Zachary

MERCI DE COMPTER PARMI NOS GARDIENS VERTS.


Les Gardiens verts sont un groupe d'adhérent-es reconnu-es pour leur engagement exceptionnel envers la protection de la planète. Les sympathisant-es qui font un don annuel de 1 000 \$ ou plus ou un legs testamentaire à Greenpeace, ou les bénévoles ou activistes de longue date font automatiquement partie des Gardiennes et Gardiens verts. Si vous avez reçu ce rapport, vous faites probablement déjà partie de ce groupe. Merci d'œuvrer avec Greenpeace afin de protéger notre planète pour les générations futures.





Mariajo Caballero et Juliana Costa, activistes de Greenpeace, font une pause pour dire merci lors d'une expédition avec le navire Arctic Sunrise de Greenpeace dans l'océan Indien afin d'étudier la faune et la biodiversité de la région.

GREENPEACE

greenpeace.ca

 @greenpeaceQC

 greenpeaceqc

 greenpeacequebec



Green Guardians